

# Ohne Angabe von Gründen

Die Gutachten zum Covid-Gesetz fallen unterschiedlich aus - der Staatsrat gibt grünes Licht

**Von Dani Schumacher**

Es musste schnell gehen. Weil die Regierung den Gesetzentwurf mit den neuen Corona-Maßnahmen und den verschiedenen Lockerungsschritten erst am Dienstag auf den Instanzenweg geschickt hatte, blieb den Gutachtern nur wenig Zeit, um Stellung zu beziehen. Die Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH) zeigt sich erstaunt über die Entscheidung der Regierung, einige Vorschriften zu lockern, und gibt in ihrem Gutachten zu bedenken, dass man die Auswirkungen des zweiten Lockdowns nach nur zehn Tagen noch gar nicht richtig einschätzen könne. Das Risiko, dass das Infektionsgeschehen wieder an Fahrt aufnehme, sei hoch.

## Fehlende Fakten

Zudem gebe die Regierung keine Gründe an, weshalb sie sich für eine teilweise Öffnung entschieden habe, so der Vorwurf der Menschenrechtskommission. Der Staatsrat kommt in seinem Gutachten zu demselben Schluss: „Pourtant, les auteurs du projet de loi sous rubrique proposent la levée de certaines des mesures imposées il y a deux semaines, sans donner des explications.“ Schwierigende juristische Bedenken hat die Hohe Körperschaft diesmal nicht, eine opposition formelle spricht sie nicht aus.

Eine Begründung hätte die CCDH beispielsweise gerne in Bezug auf die Ausgangssperre gesehen. Grundsätzlich begrüßt sie, dass der couvre-feu erst ab 23 Uhr gelten soll. Allerdings hätte sie es lieber gesehen, wenn die Regierung ganz auf die Maßnahme verzichtet hätte. Es gebe keine konkreten Beweise, dass eine Ausgangssperre zu einer Eindämmung der Pandemie führen würde.

Die Kommission hätte sich auch gewünscht, dass die Regierung ihre Entscheidung, den Einzelhandel wieder zu öffnen, mit Fakten untermauert hätte. Davon abgesehen begrüßt sie aber, dass nun für die kleinen Geschäfte die gleichen Regeln gelten sollen wie für die großen. Unabhängig von der Verkaufsfläche darf sich ab Montag nur noch ein Kunde pro zehn Quadratmetern in einem Laden aufhalten. Positiv sei auch, dass Theater und Kinos endlich wieder öffnen dürfen und dass sportliche Aktivitäten wieder möglich sind. Allerdings hätte die CCDH es vorgezogen, wenn alle Mannschaften wieder aktiv werden könnten, und nicht nur die Vereine aus den obersten Ligen. Sie warnt daher vor einer Ungleichbehandlung. Der Rückkehr zum Präsenzunterricht steht sie zwar generell positiv gegenüber. Doch auch beim Thema Schule vermisst sie die Fakten, die die Regierung zu diesem Schritt bewegt haben.

## Kritik an der Datenspeicherung

In Bezug auf die Datenspeicherung im Zusammenhang mit der Impfkampagne hält die CCDH ihre Kritik aufrecht. Wie schon beim Gesetz vom 24. Dezember moniert sie, dass die Daten 20 Jahre lang aufbewahrt werden. Auch die Nationale Datenschutzkommission beanstandet erneut die ihrer Meinung nach zu großzügig bemessene Frist. Der Staatsrat hatte die Dauer in seinem vorigen Gutachten ebenfalls kritisiert. Diesmal geht er aber nicht mehr auf das Thema ein.

Premier Bettel (DP) und Gesundheitsministerin Lenert (LSAP) hatten die Lockerungen am Dienstag u.a. damit erklärt, dass die Zahl der Menschen mit psychischen Problemen nach zehn Mo-

naten deutlich gestiegen sei. In dem Punkt gibt die CCDH ihnen Recht, allerdings dürfe man das Problem nicht allein an den Kapazitäten der Psychiatrie festmachen: „CCDH exhorte le gouvernement à prendre des mesures adéquates pour renforcer l'offre de soutien psychologique et psychiatrique.“

## Mediziner sind sich uneins

Auch der Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) hat sich zu Wort gemeldet. Das Gremium tut sich schwer mit den geplanten Lockerungen. In seinem Gutachten weist der Rat auf die weiter angespannte Lage hin. Noch sei nicht klar, was der kurze Lockdown, der erst seit dem 26. Dezember gilt, überhaupt gebracht habe. Auch eine Prognose sei nur bedingt möglich. Der CSMI verweist dabei auf die Zahl der Kontakte über die Feiertage, die Reisetätigkeit, aber auch auf die mögliche Ausbreitung der weitaus ansteckenderen Virus-Varianten. Das Gremium kommt daher zum Schluss: „Le CSMI recommande au Gouvernement de maintenir des mesures restrictives, pendant deux semaines au moins après la fin des congés de fin d'année.“

Ganz anders der Collège médical, der die Lockerungen in seiner Stellungnahme begrüßt. Durch die teilweise Öffnung könne sowohl eine „dégradation de la santé psychique de la population“ als auch ein „effondrement du secteur économique et culturel“ verhindert werden. Die Regierung sei zwar weiterhin wegen der sehr vielen Unbekannten zu einem Blindflug verdammt, doch die Lockerungen würden zu einem Gleichgewicht zwischen den epidemiologischen und den gesellschaftlichen Anforderungen führen, heißt es in dem Gutachten.

## L'assouplissement interroge les experts

**LUXEMBOURG** Le gouvernement prend de nouvelles mesures contre le Covid-19, alors que l'effet des précédentes n'est pas encore connu, note le Conseil d'État. En plus de remarques sur la forme, l'instance s'étonne qu'il n'y ait pas de dif-

férence entre le sport à l'intérieur et à l'extérieur et déplore la limite de dix personnes, indépendamment de la taille des infrastructures. De son côté, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH), qui cite un rapport inquiétant du

ministère de la Santé, «a des difficultés à comprendre le raisonnement ayant mené à l'introduction des mesures actuelles». Elle salue la réouverture des commerces non essentiels, mais estime que «la situation épidémiologique ne semble pas justifier de tels changements». Elle déplore un manque d'explications sur l'efficacité du couvre-feu.

## L'ACTUALITÉ COVID-19 EN BREF

### Nette hausse des décès en novembre

Contrairement à ce que d'aucuns veulent faire croire, le coronavirus continue à peser lourdement sur le nombre de décès enregistrés au Luxembourg. Hier, le Statec a dévoilé les chiffres concernant le mois de novembre 2020. Résultat : avec 530 résidents qui sont morts (toutes causes de décès confondues), l'augmentation du nombre de décès est de 31,2 % par rapport à novembre 2019 (404 décès) et même de 48 % par rapport à novembre 2018 (358 décès).

Depuis le premier décès lié au Covid-19, le 13 mars, et la fin du mois de novembre, le Statec a comptabilisé 3 269 décès, ce qui correspond à quelque 300 décès supplémentaires par rapport aux années précédentes (2 969 décès pour cette période en

2019 et 2 907 en 2018). «Ce nombre coïncide plus ou moins avec les 330 décès dus au Covid-19 communiqués par le ministère de la Santé pendant cette période», conclut le Statec.

Il s'avère que lors des mois de mars et avril tout comme les mois d'août, octobre et donc novembre 2020 la mortalité est en hausse. «Durant la première vague de l'épidémie (mi-mars/mai), on dénombre 1 012 décès ce qui correspond à un nombre de décès supplémentaires de l'ordre de 14 % par rapport aux deux années précédentes. C'est surtout au mois d'avril que ce nombre de décès supplémentaires est observé», note le Statec. Entre début août et fin novembre, 1 621 décès sont enregistrés alors que la moyenne des deux années précé-

dentes s'établit à 1 410 décès.

L'âge moyen des personnes décédées durant les 10 premiers mois de 2020 est de 80,4 ans (femmes) et de 74 ans (hommes). Cette moyenne d'âge est assez semblable aux années précédentes.

Au total, entre janvier et novembre 2020, 4 131 décès ont été enregistrés contre 3 902 en 2019 et 3 953 en 2018. La surmortalité est très prononcée courant novembre, surtout auprès des hommes et plus particulièrement lors de la semaine 23 au 29 novembre. La surmortalité était déjà élevée entre le 23 et le 29 mars ainsi qu'entre le 6 et le 12 avril. Les femmes sont bien moins concernées par la surmortalité. Basée sur un indicateur de mortalité standardisé, de janvier à novembre 2020, le Luxembourg a connu une surmortalité lors de 10 semaines sur les 48 semaines qui ont été analysées par le Statec.

## Infections en baisse

Les autorités sanitaires ont annoncé hier 161 nouvelles infections au coronavirus, contre 281 cas positifs la veille. Le nombre de tests a baissé de 12 244 à 10 114 unités. Le taux de positivité passe lui de 2,3 % à 1,59 %. Au niveau des tests sur ordonnance, nouveau indicateur référence, le taux

de positivité passe de 7,33 % à 5,66 %. L'objectif demeure d'atteindre les 3 %. Le taux de reproduction diminue lui de 0,9 à 0,87 % et reste inférieur au seuil critique de 1.

Même si la fréquence de décès est freinée, ce sont 4 nouvelles personnes qui sont mortes entre mercredi et hier des suites de leur infection. Depuis lundi, 15 décès ont été enregistrés. Le bilan global passe à 521 victimes.

Dans les hôpitaux, la situation reste stable avec toujours 124 patients Covid+ qui sont pris en charge, dont 78 en soins normaux (+2 par rapport à mercredi) et 26 en soins intensifs (-2). Depuis fin février 2020, 47 592 résidents ont contracté le coronavirus. Ils sont 44 187 à être considérés comme guéris (+457 par rapport à mercredi). Le nombre d'infections actives (2 884 cas) a connu une nette baisse en 24 heures (-317).

## Avis mitigés, vote confirmé

La Chambre va statuer cet après-midi sur le nouveau paquet de mesures anti-Covid.

Dans son avis, le Conseil d'État renvoie vers l'exposé des motifs du texte de loi indiquant «qu'il n'est aujourd'hui pas possible d'évaluer si les mesures adoptées en date du 24 décembre ont

déjà pu produire leurs effets». «Pourtant, les auteurs du projet de loi (...) proposent la levée de certaines mesures (...), sans donner des explications», s'étonnent les Sages.

La Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) se dit «surprise de constater que le gouvernement a décidé de mettre fin au confinement (...) après une période assez courte». Elle salue toutefois la reprise de la culture et du sport.

La Chambre des salariés (CSL) insiste pour que les recommandations sanitaires pour les employeurs soient enfin coulées dans un texte légal.

Finalement, seul le Collège médical estime que les mesures «respectent (le) nécessaire équilibre en permettant au moins une modeste reprise de la vie socioculturelle et économique psychologiquement favorable à la plupart de la population, tout en maintenant des mesures assez sévères».

## 1 251 personnes sont vaccinées

Interpellée par la cheffe de fraction du CSV, Martine Hansen, et le député chrétien-social Claude Wiseler, la ministre de la Santé livre de nouvelles précisions concernant la campagne de vaccination, lancée le 28 décembre dernier. Comme prévu, ce sont quelque 1 200 personnes travaillant dans le secteur de la santé et des soins

qui ont été vaccinées en premier. Ils sont exactement 1 251 à être passés par le centre de vaccination de la Halle Victor-Hugo. Paulette Lenert confirme qu'avec les seules livraisons du vaccin de BioNTech/Pfizer, le Luxembourg pourra vacciner d'ici la fin mars 36 000 personnes. Depuis mercredi, la campagne de vaccination est aussi lancée dans les maisons de soins et de repos (*lire notre édition d'hier*).

La ministre de la Santé a laissé entre-

voir mercredi que le Conseil de gouvernement allait statuer ce vendredi matin sur les prochaines étapes de la campagne. Avec le feu vert accordé au vaccin de Moderna, de nouvelles doses devraient pouvoir être livrées sous peu. La commande porte sur 50 000 doses. Le plan du gouvernement sera avisé par la Commission nationale d'éthique et Conseil supérieur des maladies infectieuses.

# Zeit für reinen Wein

**EDITORIAL** In Sachen Corona müssen nun Fakten auf den Tisch

**Eric Hamus**

[ehamus@tageblatt.lu](mailto:ehamus@tageblatt.lu)

Mit den Stimmen der Mehrheit hat das Parlament die Corona-Lockerungen verabschiedet. Die Opposition spricht von „Kuddelmuddel“ und reiht sich ein in eine wachsende Zahl von Kritikern, die den Zickzackkurs der Regierung nicht mehr nachvollziehen können. Es ist an der Zeit, emotionale Appelle an die Bevölkerung mit handfesten Daten zu untermauern und der Bevölkerung reinen Wein einzuschenken.

Mit teils leidenschaftlichen, oft emotionalen Aufrufen appellieren Premierminister Xavier Bettel und Gesundheitsministerin Paulette Lenert seit Monaten an die Vernunft der Bürger und versuchen, sie in die Verantwortung zu nehmen. Manchmal mit bebender Stimme, andere Male mit erhobenem Zeigefinger. Ganz nach dem Motto: Wer nicht Teil der Lösung sein will, ist Teil des Problems. Nun also wieder die Rückkehr zu weniger strengen Maßnahmen. Eigentlich eine gute Nachricht. Und doch bleibt ein bitterer Nachgeschmack. Dieses Mal mehr denn je.

Selten nämlich gab es so viele Fragezeichen und Ungereimtheiten. Längst sind es nicht mehr nur Querdenker, die die Entscheidungen der Regierung infrage stellen. Zu den Kritikern der Opposition gesellen sich Fragen des Staatsrates und der Menschenrechtskommission, die den jüngsten Entschlüssen mit Argwohn begegnen. Zu groß sind die Widersprüche, zu eklatant die Unterschiede in ihrer Verhältnismäßigkeit, um die Entscheidungen blind hinzunehmen – im guten Gewissen, in Krisenzeiten doch keine Wellen zu schlagen.

Lange ließen die Bürger Vernunft walten, zum allgemeinen Wohl der Gesellschaft wurden Hintergründe kaum infrage gestellt. Die Pandemie war Neuland, vieles war „learning by doing“. Erkenntnisse wurden über Nacht über Bord geworfen, Maßnahmen im Stundentakt überdacht. Nun aber bewegen wir uns langsam auf die Jahresmarke zu. Drei verschiedene Impfstoffe wurden zugelassen,

auch die Wissenschaft hat sich auf gemeinsame Nenner geeinigt. Es reicht nicht mehr, über die emotionale Ebene an die Bürger zu appellieren. Neun Monate hatten die Menschen, um Muster zu erkennen, die im krassen Widerspruch zueinander stehen. Zu viele Fragen bleiben unbeantwortet, zu viele Entschlüsse gehen nicht auf. Was macht es etwa für einen Unterschied, ob man um 23 Uhr zu Hause ist oder zwei Stunden früher? Wieso dürfen Menschen ein Theaterstück besuchen, aber kein Basketballspiel? Ist das Virus in gefüllten Bussen weniger aggressiv als in einem Restaurant? Oder wieso müssen Unternehmen geschlossen bleiben, die ein weitaus überschaubareres Umfeld bieten als öffentliche Einkaufszentren? Diese Fragen müssen die Entscheidungsträger beantworten. Schließlich begründen sie darauf Entscheidungen, die Menschen und Unternehmen an den Rand der Existenz führen.

Immer wieder appellieren die Entscheidungsträger an unsere Vernunft. Vielleicht sollte sie uns im Gegenzug etwas Vertrauen entgegenbringen. Dass man Erklärungen verlangt, bedeutet nicht, dass man sämtliche Entscheidungen der Regierung infrage stellt. Angesichts des Zickzackkurses und anderer Ungereimtheiten müssen diese Fragen erlaubt sein. Vor allem, wenn es wie in einem jüngsten Bericht des Gesundheitsministeriums heißt, dass das allgemeine und internationale Umfeld keine Lockerungen zulasse – die Regierung aber einen Tag später genau das tut.

Kaum eine Entscheidung der Regierung kann durch handfeste Erkenntnisse, Studien oder Daten belegt werden, kritisiert etwa die Menschenrechtskommission. Irgendwann ist das Maß voll. Wenn die Regierung weiter an die Vernunft der Bürger zu appellieren gedenkt, wäre es ihr anzuraten, diese auch wie Erwachsene zu behandeln und reinen Wein einzuschenken. Nur dann muss man sich nicht plötzlich auch Fragen gefallen lassen, ob vielleicht andere, weniger altruistische Gründe hinter so mancher Entscheidung stecken.

# „Aus der Hüfte geschossen“

## NEUES COVID-GESETZ Menschenrechtskommission kritisiert schnelle Lockerung

Eric Hamus

Die Luxemburger Menschenrechtskommission CCDH geht in ihrem jüngsten Gutachten zur erneuten Änderung der Covid-19-Maßnahmen mit der Regierung streng ins Gericht. Ihr stößt vor allem die Schnelligkeit sauer auf, mit der die jüngsten Einschränkungen vom 26. Dezember 2020 wieder aufgehoben wurden. Auch vermisse man die dazu passenden Erklärungen, so CCDH-Präsident Pregno. Somit seien verschiedene Entscheidungen einfach nicht nachvollziehbar.

„Es gibt gute Gründe, weshalb sich die Regierung Ende Dezember dazu entschlossen hatte, im Kampf gegen die Pandemie auf strengere Maßnahmen zurückzugreifen“, sagt Gilbert Pregno, Präsident der Luxemburger „Commission consultative des droits de l’Homme“ (CCDH). „Damit wären wir bereits bei einem unserer wichtigsten Kritikpunkte: Wie viele Bürger im Land verstehen auch die Mitglieder der Menschenrechtskommission nicht so recht, auf welcher Grundlage diese Entscheidungen nun getroffen wurden.“

In anderen Worten: Der CCDH fehlt es an Daten, Informationen und Erklärungen – und schließt sich damit den Kritikern der politischen Opposition und des Staatsrats an. Tatsächlich hat unter anderem die hohe Körperschaft festgestellt, dass die Regierung eine Lockerung der Maßnahmen anstrebt, ohne die passenden Erklärungen mitzuliefern. Damit reißen sich Staatsrat und Menschenrechtskommission in eine ganze Reihe Kritiker ein, die die Kehrtwende der Regierung nicht so recht nachvollziehen können.

Für Gilbert Pregno eine äußerst bedenkliche Gangart: „Vertrauen kann nur dann entstehen, wenn Menschen Verständnis für eine Entscheidung haben. So aber drohen die Beschlüsse nur Ver-

wirrung zu stiften.“ Bedenklich sei vor allem die Schnelligkeit, mit der die Einschränkungen vom 26. Dezember wieder aufgehoben wurden. Besonders in dieser Hinsicht wäre es hilfreich gewesen, die Grundlagen für diese Entscheidung zu kennen.

„So aber haben wir den Eindruck, dass die Lockerungen überstürzt wurden, ohne dass die Behörden in der Lage waren, die Folgen der letzten Änderung abzuwarten“, sagt Pregno im Gespräch mit dem *Tageblatt*. „Vielleicht wäre es besser gewesen, die letzten Maßnahmen noch etwas zu verlängern und nur punktuelle Anpassungen vorzunehmen, anstatt überhastet aus der Hüfte zu schießen“, so der gelernte Psychologe weiter.

### 40 Tage statt zehn

Die Mitglieder der Menschenrechtskommission zeigen sich in ihrem jüngsten Gutachten geradezu überrascht, dass sich die Regierung nach gerade mal zehn Tagen dazu entschlossen hat, den Lockdown und die damit verbundenen Einschränkungen wieder zu lockern. Vor allem da die politischen Verantwortlichen bis dato immer darauf bedacht gewesen seien, die Folgen ihrer Entscheidungen abzuwarten. Sie selbst hätten immer wieder auf die Tragweite einer angemessenen Zeitspanne verwiesen, um die Effizienz der ergriffenen Maßnahmen einschätzen zu können.

In diesem Zusammenhang erinnert die CCDH an eine Feststellung der Europäischen Kommission in ihrem Rundschreiben vom 2. Dezember 2020, wonach mitunter 40 Tage zwischen der Einführung einer Maßnahme und ihrer Wirkung verstreichen könnten. Die Inkubationszeit des Coronavirus beläuft sich indessen auf fünf bis sechs Tage. „En tout état de cause, la leçon à en tirer est qu’il

est important d’évaluer de manière approfondie l’incidence d’une mesure avant toute levée progressive de celle-ci“, wiederholt die Menschenrechtskommission die Empfehlung der EU-Kommission.

So hat die CCDH auch kaum Verständnis für die Feststellung der Regierung, dass es „zum heutigen Zeitpunkt“ nicht möglich sei, nachzuvollziehen, ob die an Weihnachten ergriffenen Maßnahmen bereits ihre volle Wirkung erzielen konnten. „Angesichts der Zeit, die sich die Entscheidungsträger ansonsten immer gegeben haben, um die Wirkung ihrer Beschlüsse abzuwarten, ist die Schnelligkeit, mit der Regierung und Parlament nun plötzlich arbeiten, äußerst bedenklich“, lautet Pregnos Schlussfolgerung gegenüber dem *Tageblatt*. „Das passt nicht zusammen!“

Zusätzlich befeuert werden die Sorgen der Menschenrechtskommission von einem Bericht der „Santé“, der auch im Gutachten des Staatsrats zur Sprache kommt. Darin stellen die Gesundheitsbehörden fest, dass das allgemeine und internationale Umfeld keine Lockerungen der Maßnahmen zulasse – trotz „bescheidener“ Fortschritte in Luxemburg. Ganz im Gegenteil: „Man muss die Einschränkungen verschärfen, um eine neue und noch bedeutendere Infektionswelle Anfang 2021 zu verhindern“, heißt es in dem Gutachten der „Santé“, das nur einen Tag vor der Pressekonferenz veröffentlicht wurde, in der Premierminister Bettel und Gesundheitsministerin Lenert die Lockerungen angekündigt haben.

„Vor diesem Hintergrund und mangels weiterführender Erklärungen der Regierung, wissenschaftlicher Studien und ergänzender Statistiken hat die CCDH Schwierigkeiten, die Überlegungen nachzuvollziehen, die zur Einführung der neuen Maßnahmen und zur Locke-

„Die Menschenrechtskommission begrüßt zwar, dass die Ausgangssperre künftig wieder erst um 23 Uhr in Kraft tritt, vermisst aber auch in dieser Hinsicht die nötigen Erklärungen. So sei es unmöglich, nachzuvollziehen, auf welchen Einsichten diese Entscheidung gründet. Auch fragen sich die Menschenrechtsschützer, ob die Notwendigkeit, Verhältnismäßigkeit und Effizienz einer früheren Ausgangssperre je unter die Lupe genommen worden sei. Darüber hinaus liegen immer noch keine Studien vor, welche die Wirkung dieser Entscheidung auf die Verbreitung des Virus untermauern. Dennoch werde die Ausgangssperre immer wieder verlängert, stellt das Gutachten fest. Somit sei es der CCDH weiterhin unmöglich, Sinn, Zweck, Wirkung und Verhältnismäßigkeit dieser Maßnahme zu beurteilen. Die Menschenrechtskommission wiederholt lediglich, dass es sich bei der Ausgangssperre um einen tiefgreifenden Einschnitt in die Bewegungsfreiheit der Bürger handelt, der vor allem Menschen am Rande der Gesellschaft Schaden zufügt.“

Die Menschenrechtskommission begrüßt zwar, dass die Ausgangssperre künftig wieder erst um 23 Uhr in Kraft tritt, vermisst aber auch in dieser Hinsicht die nötigen Erklärungen. So sei es unmöglich, nachzuvollziehen, auf welchen Einsichten diese Entscheidung gründet. Auch fragen sich die Menschenrechtsschützer, ob die Notwendigkeit, Verhältnismäßigkeit und Effizienz einer früheren Ausgangssperre je unter die Lupe genommen worden sei. Darüber hinaus liegen immer noch keine Studien vor, welche die Wirkung dieser Entscheidung auf die Verbreitung des Virus untermauern. Dennoch werde die Ausgangssperre immer wieder verlängert, stellt das Gutachten fest. Somit sei es der CCDH weiterhin unmöglich, Sinn, Zweck, Wirkung und Verhältnismäßigkeit dieser Maßnahme zu beurteilen. Die Menschenrechtskommission wiederholt lediglich, dass es sich bei der Ausgangssperre um einen tiefgreifenden Einschnitt in die Bewegungsfreiheit der Bürger handelt, der vor allem Menschen am Rande der Gesellschaft Schaden zufügt.

### Wie ein roter Faden

Begrüßt wird indessen die Wiederaufnahme der Aktivi-

täten im kulturellen und sportlichen Bereich. Wenn auch mit Einschränkungen: Auch in dieser Hinsicht fehlt es der Menschenrechtskommission immer noch an Informationen über Beweggründe, die dazu geführt haben, bestimmte Aktivitäten zu erlauben, während andere verboten wurden. So habe die Regierung beispielsweise noch keine Daten veröffentlicht, mit denen man zur Feststellung gelangen könnte, dass das Infektionsrisiko im kulturellen oder sportlichen Bereich höher ist als anderswo.

Gleiches gilt für die Entscheidung der Regierung, an der Schließung der Gastronomiebranche festzuhalten. Zwar wird dieser Streitpunkt nur indirekt im Gutachten angesprochen, was Pregno aber nicht davon abhält, das Fehlen jeglicher Informationen in dieser Hinsicht ebenfalls zu bemängeln. Die Kritik zieht sich wie ein roter Faden durch das Gutachten und die Aussagen des Vorsitzenden der Menschenrechtskommission: Kaum eine Entscheidung der Regierung wird durch handfeste Erkenntnisse, Studien oder Daten gedeckt.

Nach Lockerungen der Maßnahmen

## Diskussionen um neue Corona-Regeln

**Z**ehn Tage dauerte der verschärfte Shutdown in Luxemburg. Nun gelten wieder neue Regeln im Kampf gegen die Pandemie. Schulen, Kindertagesstätten und Maison relais, der Einzelhandel, Friseure, Kinos und Theater und Sportstätten können unter verschärften Bedingungen theoretisch wieder öffnen. Eine Tatsache, die innerhalb und außerhalb der Landesgrenzen für Kritik und Unverständnis sorgt.

„Ich halte das, ehrlich gesagt, für verantwortungslos, bei solch hohen Virus-Inzidenzzahlen zu lockern“, sagte der saarländische Ministerpräsident Tobias Hans (CDU) im Saarländischen Rundfunk. Die Entscheidung

der luxemburgischen Regierung sei eine „Belastung für die Großregion“, die es angesichts der Zahlen zu „überdenken“ gelte. Die Aussage führte zu Ärger und Irritationen auf Luxemburger Seite. Es gab einige klärende Gespräche und mittlerweile habe sich die Situation wieder entspannt, heißt es von Seiten der Regierung.

In Deutschland hingegen wurden die Regeln noch verschärft und der Lockdown verlängert.

Das hätten sich einige Experten auch in Luxemburg gewünscht. Experten aus dem Gesundheitsministerium hatten noch kurz vor der Bekanntgabe der neuen Maßnahmen vor den Gefahren von Lockerungen gewarnt und sogar weitere Verschär-

fungen gefordert. Gilbert Pregno, Präsident der Luxemburger Menschenrechtskommission CCDH, kritisiert vor allem die Schnelligkeit und die fehlenden Grundlagen, mit der diese Maßnahmen gelockert wurden.

In einer Umfrage des „Luxemburger Wort“ (3441 Stimmen) fand eine Mehrheit die Lockerungen nicht gut. 61 Prozent gaben an: „Man kann noch nicht abschätzen, wie sich die Feiertage auf die Neuinfektionen auswirken werden.“

Premierminister Xavier Bettel reagierte verärgert über die Kritik an den Lockerungen: „Wir haben im Dezember die Handbremse gezogen und die Maßnahmen haben gegriffen. Das soll man auch anerkennen und nicht so tun als sei nichts geschehen.“ „Depressionen, Suizide und Ängste müssen auch Platz auf der Waage haben. Man muss den Menschen Hoffnung geben.“



## [NATIONAL - NO NĒMMEN 10 DEEG](#)

### **Consultativ Mënscherechtskommissioun iwwerrascht iwwer nei Mesuren**

Vum Carine Lemmer | Update: 07.01.2021 16:59

#### **D'CCDH, déi consultativ Mënscherechtskommissioun, ass iwwerrascht, datt d'Regierung no nĒmmen 10 Deeg déi méi streng Lockdown-Restriktionen ophieft.**

Dat wär relativ kuerz, obwuel d'Regierung ëmmer gesot hätt, et bräicht een Zäit fir z'evaluieren.

#### [PDF Avis CCDH](#)

Am Avis iwwert de Gesetzprojet mat den neie Mesuren, déi vun e Méindeg u solle gëllen, huet d'CCDH allgemeng Problemer dermat ze verstoen, firwat elo gelackert gëtt. Och am Rapport vun der Santé géif stoen, datt den allgemengen an internationale Kontext keng manner strikt Mesuren géifen erlaben. Dowéinst kann een d'Iwwerleeunge vun der Regierung net novollzéien an deemno wär een net amstand, d'Noutwendegkeet oder d'Proportionalitéit vun den neie Mesuren z'analysieren.

D'Ausgangspär, déi gëtt jo nees op 11 Auer owes no hanne verréckelt. D'Kommissioun begréisst dat u sech, mä bedauert awer, datt néierens erkläert gëtt, firwat dat decidéiert gouf. Nach ëmmer wär net gewosst, wéi effikass de Couvre feu ass, deen e staarken Agrëff an d'Fräiheet ass.

D'CCDH freet sech och, firwat ni eppes vum Teletravail an den Texter steet. Obwuel d'Regierung an de Premier dozou géifen opruffen an och Etüde weisen, datt vun doheem aus schaffen preventiv hëlleft.

Och d'Ouverture vun de Butteker gëtt allgemeng begréisst, mä d'Logik wär net do. Déi epidemiologesch Situatioun géif déi Changementer net justifiéieren.

Gutt wär, datt d'Kultur nees méi méiglech ass. Och, datt een nees zu méi wéi zwee Leit däerf Sport maachen, zum Beispill däerf spadséiere goen.

Trotz de Gefore vum Homeschooling (Ongläichheete riskéieren ze klammen), versteet een net, datt de 26. Dezember festgehale gëtt, Homeschooling wär néideg an eng Woch dono wär et net méi néideg.

D'CCDH erënnert drun, datt wann d'Effikassitéit vu Mesuren a Fro gestallt ass, d'Kredibilitét an d'Vertraue riskéiere verluer ze goen.

Den Avis vum **Staatsrot** iwwert den neien Text läit och vir.

#### [PDF Avis Staatsrot](#)

Um Donneschdeg um 17 Auer wäert déi parlamentaresch Santé-Kommissioun sech mat deem auserneesetzen.

De Staatsrot hält allgemeng fest, datt et ganz schwiereg wier, d'Situatioun ze bewäerten. Den Notze vun de leschte Mesuren kéint een nach net kloer gesinn. Et géife verschidde Oplockerunge proposéiert ginn, ouni Explikatiounen ze ginn.

Source: [RTL - No nĒmmen 10 Deeg: Consultativ Mënscherechtskommissioun iwwerrascht iwwer nei Mesuren](#)

## Covid-Gesetz: Staatsrat gibt grünes Licht

Danielle Schumacher

Ab Montag wird in den Geschäftsstraßen wieder mehr los sein.

**Der Staatsrat erhebt in seinen Gutachten keine Einwände gegen das neue Covid-Gesetz. Die Meinungen der anderen Gutachter gehen auseinander. Auch die Mediziner sind sich in Bezug auf die Lockerungen nicht einig.**

Es musste schnell gehen. Weil die Regierung den **Gesetzentwurf mit den neuen Corona-Maßnahmen** und den verschiedenen **Lockerungsschritten** erst am Dienstag auf den Instanzenweg geschickt hatte, blieb den Gutachtern nur wenig Zeit, um Stellung zu beziehen.

Die [Commission consultative des droits de l'Homme \(CCDH\)](#) zeigt sich **erstaunt** über die Entscheidung der Regierung, einige Vorschriften zu lockern, und gibt in ihrem Gutachten zu bedenken, dass man die Auswirkungen des zweiten Lockdowns nach nur zehn Tagen noch gar nicht richtig einschätzen könne. Das Risiko, dass das Infektionsgeschehen wieder an Fahrt aufnehme, sei hoch.

### Fehlende Fakten

Zudem **gebe die Regierung keine Gründe an**, weshalb sie sich für eine teilweise Öffnung entschieden habe, so der Vorwurf der Menschenrechtskommission.

**Der Staatsrat** kommt in seinem Gutachten **zu demselben Schluss**: „Pourtant, les auteurs du projet de loi sous rubrique proposent la levée de certaines des mesures imposées il y a deux semaines, sans donner des explications.“ Schwerwiegende juristische Bedenken hat die Hohe Körperschaft diesmal nicht, eine opposition formelle spricht sie nicht aus.

Eine Begründung hätte die CCDH beispielsweise gerne in Bezug auf die [Ausgangssperre](#) gesehen. Grundsätzlich begrüßt sie, dass der couvre-feu erst ab 23 Uhr gelten soll. Allerdings hätte sie es lieber gesehen, **wenn die Regierung ganz auf die Maßnahme verzichtet hätte**. Es gebe keine konkreten Beweise, dass eine Ausgangssperre zu einer Eindämmung der Pandemie führen würde.

Die Kommission hätte sich auch gewünscht, dass die Regierung ihre Entscheidung, den **Einzelhandel wieder zu öffnen**, mit Fakten untermauert hätte. Davon abgesehen begrüßt sie aber, dass nun für die kleinen Geschäfte die **gleichen Regeln gelten sollen** wie für die großen. Unabhängig von der Verkaufsfläche darf sich ab Montag nur noch ein Kunde pro zehn Quadratmetern in einem Laden aufhalten.

Positiv sei auch, dass **Theater und Kinos** endlich wieder öffnen dürfen und dass **sportliche Aktivitäten** wieder möglich sind. Allerdings hätte die CCDH es vorgezogen, wenn alle Mannschaften wieder aktiv werden könnten, und nicht nur die Vereine aus den obersten Ligen. Sie warnt daher vor einer **Ungleichbehandlung**. Der Rückkehr zum Präsenzunterricht steht sie zwar generell positiv gegenüber. Doch auch beim Thema Schule vermisst sie die Fakten, die die Regierung zu diesem Schritt bewegt haben.

### Kritik an der Datenspeicherung

In Bezug auf die Datenspeicherung im Zusammenhang mit der [Impfkampagne](#) hält die CCDH ihre Kritik aufrecht. Wie schon beim Gesetz vom 24. Dezember moniert sie, **dass die Daten 20 Jahre lang aufbewahrt werden**. Auch die **Nationale Datenschutzkommission** beanstandet erneut die ihrer Meinung nach zu großzügig bemessene Frist. Der Staatsrat hatte die Dauer in seinem vorigen Gutachten ebenfalls kritisiert. Diesmal geht er aber nicht mehr auf das Thema ein.

Le CSMI recommande au Gouvernement de maintenir des mesures restrictives.

*Conseil supérieur des maladies infectieuses*

**Premier Bettel (DP)** und **Gesundheitsministerin Lenert (LSAP)** hatten die Lockerungen am Dienstag u.a. damit erklärt, dass die Zahl der Menschen mit **psychischen Problemen** nach zehn Monaten deutlich gestiegen sei. In dem Punkt gibt die CCDH ihnen recht, allerdings dürfe man das Problem nicht allein an den Kapazitäten der Psychiatrie festmachen: „CCDH exhorte le gouvernement à prendre des mesures adéquates pour renforcer l’offre de soutien psychologique et psychiatrique.“

### **Mediziner sind sich uneins**

Auch der **Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI)** hat sich zu Wort gemeldet. Das Gremium tut sich schwer mit den geplanten Lockerungen. In seinem Gutachten weist der Rat auf **die weiter angespannte Lage hin**. Noch sei nicht klar, was der kurze Lockdown, der erst seit dem 26. Dezember gilt, überhaupt gebracht habe. Auch eine Prognose sei nur bedingt möglich. Der CSMI verweist dabei auf die Zahl der Kontakte über die Feiertage, die Reisetätigkeit, aber auch auf die mögliche Ausbreitung der weitaus ansteckenderen Virus-Varianten.

Das Gremium kommt daher zum Schluss: „**Le CSMI recommande au Gouvernement de maintenir des mesures restrictives, pendant deux semaines au moins après la fin des congés de fin d’année.**“

Ganz anders der **Collège médical, der die Lockerungen in seiner Stellungnahme begrüßt**. Durch die teilweise Öffnung könne sowohl eine „dégradation de la santé psychique de la population“ als auch ein „effondrement du secteur économique et culturel“ verhindert werden. Die Regierung sei zwar weiterhin wegen der sehr vielen Unbekannten zu einem Blindflug verdammt, doch die Lockerungen würden zu einem Gleichgewicht zwischen den epidemiologischen und den gesellschaftlichen Anforderungen führen, heißt es in dem Gutachten.

Das **Parlament kommt am Freitag um 14 Uhr zusammen**, um über die Lockerungen abzustimmen.

Folgen Sie uns auf [Facebook](#) und [Twitter](#) und [abonnieren Sie unseren Newsletter](#).

Source: [Covid-Gesetz: Staatsrat gibt grünes Licht \(wort.lu\)](#)

Pandémie

# Santé mentale: une prise en compte saluée

Écrit par [Marc Fassone](#)

Xavier Bettel n'hésite plus à mentionner un sujet jusque-là peu considéré, selon les professionnels de santé. (Photo: Romain Gamba/archives Maison Moderne)

Dans sa conférence de presse du 5 décembre, Xavier Bettel a expressément fait référence au concept de santé mentale. Les professionnels voient là un sujet tabou sortir de l'ombre et espèrent que les futures politiques de santé prendront mieux en cause la question du bien-être.

On n'avait, [jusqu'à ce 5 janvier](#), pas entendu le Premier ministre [Xavier Bettel](#) (DP) se référer aux arguments liés au bien-être de la population dans sa communication de crise. Pour autant, cette dimension de la crise du Covid-19 ne lui est évidemment pas inconnue. Un comité ad hoc chargé de conseiller le gouvernement sur toutes les décisions à prendre par rapport à la pandémie a d'ailleurs été institué dès la première vague. Il s'est réuni à cinq reprises depuis fin avril, dont la dernière fois en novembre. Au sein de celui-ci, Gilbert Pregno, psychologue et président de la [Commission consultative des droits de l'Homme](#) (CCDH) «a toujours évoqué le sujet».

L'irruption sur la place publique de celui-ci le satisfait donc. «Même si je trouve que cette reconnaissance arrive fort tard, c'est une bonne chose. Le fait que l'on n'ait jusqu'à présent pris en compte que les impacts physiques de la pandémie est une grande préoccupation pour les professionnels du secteur de la santé mentale, pour qui on banalise les enjeux du bien-être.» Pour lui, une perspective s'ouvre au sens où un «interdit» vient de tomber, et qu'une nouvelle balance est en train de se créer entre les aspects physiques et les aspects psychiques.

Pour Anne-Claire Delval, consultante sur Deep.lu, «Xavier Bettel dit désormais tout haut ce qu'il pense depuis un moment déjà». Devant le business club France-Luxembourg dont il est le parrain, il avait exprimé publiquement l'inquiétude que suscitait le sujet. «On sentait bien qu'à titre personnel, il ne voulait pas rajouter une crise mentale à une crise économique. Il ne voulait pas de deuxième confinement, il s'y opposait dans sa tête.»

## Une meilleure prise en charge de la personne

Sûrement libératrice pour l'intéressé, la prise en compte de la santé mentale ouvre-t-elle des perspectives de changement dans l'actuelle politique sanitaire? Pas à court terme, estime Anne-Claire Delval. Mais elle note que les choses commencent à bouger. [Et cite en exemple la Confédération luxembourgeoise du commerce \(clc\) qui vient de lancer une helpline de soutien psychologique pour ses membres](#). Et elle espère que, suite à cette crise sanitaire, on traitera mieux les questions de santé mentale et qu'on donnera aux professionnels plus de moyens.

«Le modèle actuel 'j'ai une maladie, j'ai un médicament, je suis soigné' est devenu obsolète. Cela ne peut plus fonctionner s'il n'y a pas désormais, derrière, un accompagnement de la personne dans la globalité, ce qui inclut la santé mentale.» Et elle espère que l'on mette des

moyens au service des professionnels et une prise en charge rapide de ces soins par la Caisse nationale de santé. «Les psychiatres sont actuellement surchargés de travail. Et ce, d'autant plus que des personnes qui n'auraient besoin que d'une prise en charge plus légère susceptible d'être délivrée par des psychologues ou des thérapeutes vont les voir, car les frais sont pris en charge, à l'inverse de ceux des psychologues ou des thérapeutes. La santé mentale, c'est aussi un beau budget pour les familles.»

Que le secteur de la santé mentale dispose de plus de moyens, c'est aussi un souhait de Gilbert Pregno, qui s'inquiète de l'impact de la pandémie sur les services de psychiatrie stationnaires et ambulatoires.

## **L'incompréhension de la Commission consultative des droits de l'Homme**

Si le psychologue est satisfait de l'irruption du sujet dans le débat, il se dit surpris, voire inquiet de la manière dont cela a été fait. « Dans la situation d'anxiété liée à la pandémie, il est très important que les citoyens puissent identifier une ligne, une stratégie cohérente. Nous avons tous besoin d'avoir confiance dans la stratégie utilisée qui doit être compréhensible. Personnellement, j'ai du mal à comprendre la ligne qui est suivie.»

Une perplexité qui s'exprime également dans l'avis rendu par la CCDH sur le projet de loi 7743 relatif aux nouvelles mesures de lutte contre la pandémie. «La CCDH est surprise de constater que le gouvernement a décidé de mettre fin au confinement, et à plusieurs mesures restrictives liées, après une période assez courte – 10 jours entre l'entrée en vigueur des dernières mesures et le dépôt du présent projet de loi – alors que jusqu'ici, le gouvernement a toujours insisté sur l'importance de se donner le temps nécessaire pour pouvoir évaluer l'efficacité des dernières mesures adoptées», peut-on lire dans le rapport, qui pointe également le manque d'explications, notamment scientifiques, pour justifier ce changement de cap. Face à ces manques, la CCDH avoue avoir du mal à comprendre le raisonnement ayant mené à l'introduction des mesures actuelles et respectivement à la levée d'autres restrictions, et se déclare dans «l'impossibilité de conclure à la nécessité et à la proportionnalité des nouvelles mesures».

Source : [https://paperjam.lu/article/irruption-sante-mentale-dans-d?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=08012021&utm\\_content=08012021+CID\\_1944985dc10b5cf13b2565120acdc384&utm\\_source=Newsletter&utm\\_term=Sant%20mentale%20une%20prise%20en%20compte%20salue](https://paperjam.lu/article/irruption-sante-mentale-dans-d?utm_medium=email&utm_campaign=08012021&utm_content=08012021+CID_1944985dc10b5cf13b2565120acdc384&utm_source=Newsletter&utm_term=Sant%20mentale%20une%20prise%20en%20compte%20salue)